

que se durcisse il y a un an la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis qui a freiné l'expansion de l'ensemble des économies, les

de la Secu pour 2019 et qui devait rapporter plus de 2 milliards d'euros l'année prochaine, a été

finances publiques une éventuelle réindexation sur l'inflation en 2020 des petites retraites. **G. G.**

Écalle: « C'est long et difficile de réduire la dépense »

François Écalle, en disponibilité de la Cour des comptes, est spécialiste des finances publiques et préside le site Fipeco.fr.

LE FIGARO. - Que vous inspirent les nouvelles projections financières du gouvernement ?

François ÉCALLE. - Il est normal que le gouvernement revise ses prévisions à la baisse au vu de la dégradation de l'environnement économique international. Il aurait d'ailleurs pu être un peu plus pessimiste. Une chose m'étonne : l'exécutif table sur un regain d'inflation en 2022, qui atteindrait 1,8 %, sans pour autant que la croissance reparte. Certes, la hausse des prix se rapprocherait ainsi de la cible d'inflation de la BCE (2 %). Mais cela permet aussi d'enjoindre quelques-uns au profil des finances publiques. D'abord en gonflant le PIB, ce qui mécaniquement fait baisser le taux d'endettement. De plus,

cela permet d'améliorer les prévisions de recettes, tandis que les dépenses, elles, n'augmentent qu'avec retard par rapport à l'inflation (en l'occurrence en 2023, c'est-à-dire hors du champ de la prévision).

Comme ses prédécesseurs, Macron revoit à la baisse ses objectifs de réduction du déficit... Depuis des décennies, tous les gouvernements font cela. S'il est techniquement facile de diminuer les impôts (il suffit de modifier un article dans le Code général des impôts), il est moins aisé de réduire la dépense publique - c'est long et difficile. En l'espèce, la majorité a surestimé sa capacité à réaliser des économies. Certes, ses plans santé ou logement vont dans le bon sens, mais ne produiront des économies qu'à long terme. Pire, si l'exécutif confirme l'abandon de l'outil fiscal - la taxe carbone - pour financer la

transition écologique, il leur faudra très probablement utiliser l'outil budgétaire via des subventions ou des niches fiscales. D'où des dépenses supplémentaires à venir.

Vu ces prévisions, qu'arriverait-il en cas de nouvelle crise ?

Le déficit structurel (celui qui ne dépend pas de la conjoncture économique, NDLR) baissera encore moins que prévu d'ici la fin du quinquennat. La dette frôlera les 100 % du PIB en 2022, alors que, dans ses précédentes estimations, elle diminuait à 90 % du PIB. Donc, si la situation économique se dégrade, la France se trouvera dans une position encore plus fragile que celle que nous décrivions en novembre dans *Le Figaro* (lire nos éditions du 12 novembre 2018). En cas de crise similaire à celle de 2008, la dette devrait dépasser les 120 % du PIB. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G. G.



COLL. PERS.

Si la situation se dégrade, la France se trouvera dans une position encore plus fragile. En cas de crise similaire à celle de 2008, la dette devrait dépasser les 120 % du PIB

FRANÇOIS ECALLE

6

programmes de stabilité, depuis 2001, qui ont visé, selon François Écalle, l'équilibre des finances publiques... sans l'atteindre



DÉCRYPTAGE
Guillaume Guichard
ggguichard@lefigaro.fr

Vous allez voir ce que vous allez voir... dans deux ans. Depuis 2017, l'exécutif répète chaque année inlassablement cette même promesse en matière d'économies budgétaires. Et l'observateur ne voit toujours rien venir, le gouvernement repoussant à plus tard les effets hypothétiques des réformes, votées ou annoncées, visant à baisser durablement les dépenses publiques. Certes, Gérard Darmanin n'est pas

resté les bras croisés depuis deux ans. Il a manié le rabot et réalisé quelques milliards d'euros d'économies, sur les aides au logement ou les pensions de retraite, en tenant - en partie grâce à la croissance - la dépense publique. Mais à part cela...

En septembre 2017 donc, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin assumèrent, en présentant leur projet de budget 2018, qu'il faudrait attendre 2019 pour que les réformes profondes du plan « Action publique 2022 » (AP 2022) produisent des économies pérennes chiffrées à 4,5 milliards d'euros pour cette année. Les deux ministres projetaient alors que l'effort structurel - le ré-

sultat des réformes pérennes, hors variation de conjoncture - se réduirait de 0,3 point en 2019, après une baisse nanoscopique de 0,1 point en 2018.

Même rengaine

À l'automne 2018, les deux hôtes de Bercy reprennent le même discours que douze mois auparavant. Le budget 2019, qui ne comporte que très peu d'économies structurelles, reporte l'effort à 2020. Pour se justifier, Le Maire et Darmanin jurent cette fois-ci qu'il est urgent d'attendre l'entrée en vigueur de la loi sur la réforme de la fonction publique, la mère de toutes les réformes, présentés alors. Sans ce texte,

DEPENSES PUBLIQUES

2017

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

2017

55
54,9

45,4
45,2
44,5

Source: PFE 2019

Chaque année, un effort structurel promis pour... dans deux ans

qui n'était pas écrit à l'origine, mais devrait être avant cet été, il serait en fait possible d'éliminer des fonctionnaires par milliers de générer des économies. En attendant, seuls les fonctionnaires supprimés dans l'Etat en 2018 et 4500 en 2019. C'est peu à l'échelle de l'engagement en 2017 (50 000 durant son quinquennat). Ce mercredi, Le Maire et ses collègues ont entonné la même rengaine que les deux années précédentes. Le programme 2019, qui doit être envoyé le 30 avril à la Commission